

Institut belge des services postaux
et des télécommunications

Ellipse Buiding - C
Boulevard du Roi Albert II 35
1030 Bruxelles



Notice explicative concernant

DIRECTIVE 1999/5/CE
DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL
du 9 mars 1999
CONCERNANT LES EQUIPEMENTS HERTZIENS ET
LES EQUIPEMENTS TERMINAUX DE TELECOMMUNICATIONS
ET LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DE LEUR CONFORMITE

La directive R&TTE

(version 2008.03)

Table des matières

La directive R&TTE	1
Table des matières	2
Pour le lecteur pressé	3
Introduction	4
Le régime d'agrément pré-R&TTE (en vigueur jusqu'au 7 avril 2000)	6
Introduction	6
Equipements terminaux de télécommunications	6
Equipements hertziens	6
Période transitoire	7
Le régime R&TTE (depuis le 8 avril 2000)	8
Introduction	8
Exigences essentielles	8
Généralités	8
Décisions de la Commission concernant des exigences supplémentaires	10
Autres dispositions pertinentes	11
Procédures d'évaluation de la conformité	12
Introduction – norme harmonisée	12
Equipements terminaux de télécommunications & récepteurs radio	13
Emetteurs radio avec utilisation de normes harmonisées	13
Emetteurs radio sans utilisation de normes harmonisées	13
Procédures de conformité concernant LVD & EMC	13
Procédure prévue en Annexe II – contrôle interne de la fabrication	14
Procédure prévue en Annexe III – contrôle interne de la fabrication plus essais spécifiques	14
Procédure prévue en Annexe IV – dossier de construction technique	15
Procédure prévue en Annexe V – assurance qualité complète	15
Notification d'équipements hertziens	16
Introduction	16
Obligation de notification	16
Conséquences d'une notification	17
Conclusion	17
Le marquage CE	18
Caractéristiques des interfaces	19
Interfaces radio	19
Equipements terminaux de télécommunications	20
L'utilisateur	20
Foires commerciales, exposition et démonstrations	21
Période transitoire	22
Autres informations utiles	23
Adaptations - contacts	24

Pour le lecteur pressé

Depuis le 8 avril 2000, les conditions de mise sur le marché européen des équipements hertziens et des terminaux de télécommunications sont fortement simplifiées.

L'exigence d'un *agrément préalable a été supprimée* et remplacée par un système où le *fabricant porte l'entière responsabilité* de la conformité de ses produits. Certains équipements hertziens nécessitent néanmoins toujours l'intervention (limitée) d'un organisme notifié.

L'utilisateur devient responsable de *l'utilisation correcte* des appareils. Il doit prendre connaissance des informations jointes à l'appareil par le fabricant et utiliser cet appareil pour la destination prévue et dans les limites éventuelles indiquées. Des mesures peuvent être prises à l'encontre des utilisateurs qui négligent de le faire.

En principe, tout équipement hertzien et équipement terminal de télécommunications peut être commercialisé librement pour autant que toutes les dispositions de la nouvelle directive R&TTE soient respectées. Ce n'est que dans des cas exceptionnels et pour des raisons valables qu'un Etat membre peut imposer une restriction à la libre circulation de certains équipements (hertziens).

La planification des fréquences reste une compétence nationale. Par conséquent, *l'utilisation* de certains équipements hertziens reste interdite dans certains Etats membres.

Il est à noter que cette directive *ne change rien au système d'autorisation (licence)*. Ceci est et reste une matière nationale.

La directive R&TTE ne peut fonctionner correctement que si :

- Les **fabricants** d'appareils
 - veillent à ne mettre sur le marché que des appareils conformes à *toutes* les dispositions de la directive, cela signifie
 - satisfaire aux exigences essentielles
 - respecter les autres dispositions pertinentes
 - fournissent suffisamment d'informations aux utilisateurs quant à la destination de l'appareil (par exemple sur des restrictions éventuelles à l'utilisation dans certains Etats membres)
 - notifient aux Etats membres concernés les équipements hertziens qu'ils mettent sur le marché lorsque ceux-ci fonctionnent sur des bandes de fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée
- Les **opérateurs de réseaux**
 - publient les spécifications exactes et adéquates d'interfaces offertes au public de sorte que les fabricants puissent concevoir des équipements terminaux permettant d'utiliser tous les services fournis via cette interface.
- Les **Etats membres**
 - veillent à ce que tous les appareils commercialisés sur leur territoire soient conformes à toutes les dispositions de la directive (surveillance du marché) ;
 - diffusent des informations suffisamment détaillées sur leur plan national de fréquences ;
 - traitent de manière adéquate les notifications d'équipements hertziens qu'ils reçoivent;
 - veillent à ce que les autres parties remplissent leurs obligations.
- Les **utilisateurs**
 - prennent connaissance des informations fournies par le fabricant
 - utilisent les appareils exclusivement pour la destination indiquée.

Introduction

La «Directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité»¹ est parue dans le Journal officiel des Communautés européennes du 7 avril 1999. Cette directive est communément appelée «directive R&TTE».

Cette directive européenne a remplacé le régime d'agrément tant pour les équipements hertziens (télécommandes, émetteurs radio, talkies-walkies,...) que pour les équipements terminaux de télécommunications (téléphones, modems, PBX,...).

La directive ne concerne toutefois pas :

- les appareils utilisés *exclusivement* pour les activités liées à la défense et à la sécurité de l'Etat
- les équipements hertziens utilisés par des radioamateurs et non disponibles dans le commerce
- les équipements de réception radio destinés à être utilisés *exclusivement* pour la réception de services de radiodiffusion sonore et télévisuelle
- certains équipements marins (champ d'application de la directive 96/98²)
- certains équipements utilisés dans l'aviation civile (voir article 2 du Règlement (CEE) n° 3922/91³)
- certains équipements pour la gestion du trafic aérien (voir article 1^{er} de la directive 93/65/CEE⁴). Suite à l'abrogation de la directive 93/65/CEE par le règlement sur l'interopérabilité (CE) n° 552/2004⁵, cette exception a été supprimée à partir du 20 octobre 2005. Les exigences d'interopérabilité pour des équipements pour la gestion du trafic aérien (équipements ATM) sont fixées dans le règlement (CE) n° 552/2004. Ce règlement est complémentaire avec la directive R&TTE.

La directive R&TTE a modifié en profondeur la façon dont les fabricants d'équipements hertziens et d'équipements terminaux de télécommunications peuvent mettre leurs produits sur le marché européen.

Le système offre une plus grande flexibilité et est plus souple que le système précédent. Dans le régime R&TTE la *responsabilité pour la conformité des produits incombe plus que jamais au fabricant même*. En effet, le fabricant doit déclarer pour chaque produit qu'il est conforme aux dispositions pertinentes de la directive (déclaration de conformité⁶). Les fabricants ne sont plus tenus d'obtenir *préalablement* un certificat d'agrément type.

¹ Journal officiel des Communautés européennes L 091 du 7 avril 1999 à partir de la page 10.

² Directive du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins
Journal officiel des Communautés européennes L 046 du 17 février 1997 à partir de la page 25.

³ Règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil du 16 décembre 1991 relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile.

Journal officiel des Communautés européennes L 373 du 31 décembre 1991 à partir de la page 4

Modifié par le Règlement (CE) n° 2176/96 de la Commission.

Journal officiel des Communautés européennes L 291 du 14 novembre 1996 à partir de la page 15.

⁴ Directive 93/65/CEE du Conseil du 19 juillet 1993 relative à la définition et à l'utilisation de spécifications techniques compatibles pour l'acquisition d'équipements et de systèmes pour la gestion du trafic aérien.

Journal officiel des Communautés européennes L 187 du 19 juillet 1993 à partir de la page 52.

Modifié dernièrement par la directive 97/15/CE de la Commission.

Journal officiel des Communautés européennes L 095 du 10 avril 1997 à partir de la page 16.

⁵ Règlement (CE) n° 552/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 concernant l'interopérabilité du réseau européen de gestion du trafic aérien.

Journal officiel des Communautés européennes L 096 du 31 mars 2004 à partir de la page 26.

⁶ Appelée communément «Declaration of Conformity- DoC» – voir également le chapitre «autres informations utiles».

Le bon fonctionnement de la directive dépend dans une large mesure **de l'application concrète de la surveillance du marché**. L'industrie en est également consciente et demande une surveillance du marché adéquate.

La date de publication dans le Journal officiel des Communautés européennes – le 7 avril 1999 – était très importante pour le calendrier imposé pour l'exécution de cette directive. Les **nouvelles dispositions légales sont entrées en vigueur** un an et un jour après la publication, donc **depuis le 8 avril 2000**. Les dispositions sont entrées en vigueur en même temps dans toute l'Union européenne. *Le régime des agréments restait donc valable jusqu'au 7 avril 2000 compris* (obligation d'obtenir préalablement un agrément type). La date de publication était également importante en ce qui concerne la période transitoire. Celle-ci s'étendait jusqu'au 7 avril 2001. Le chapitre "Période transitoire" contient d'importantes informations à ce sujet.

La directive R&TTE **remplace aussi bien la directive pour les équipements terminaux de télécommunications (98/13/CEE⁷) que les législations nationales concernant l'agrément des équipements hertziens**.

Il convient de souligner que la directive **ne change rien à l'obligation de disposer d'une autorisation nationale (licence) pour certains équipements hertziens**. Cette matière reste une compétence nationale.

⁷ Journal officiel des Communautés européennes L 074 du 12 mars 1998 à partir de la page 1.

Le régime d'agrément pré-R&TTE (en vigueur jusqu'au 7 avril 2000)

Introduction

L'accès au marché européen des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications était fragmenté. Cette fragmentation s'expliquait par la diversité des spécifications d'agrément comportant une série variable de restrictions nationales. Le régime précédent exigeait un agrément préalable pour pratiquement tous les équipements terminaux de télécommunications et équipements hertziens. Cela induisait des coûts supplémentaires et prenait du temps. Il y avait toujours un certain délai entre le moment où le produit était prêt et le moment où toutes les conditions légales étaient remplies. La réglementation était parfois dépassée par des évolutions technologiques rapides qui rendaient certains produits utilisant une technologie novatrice impossibles à agréer parce que la spécification technique légale n'était pas encore disponible.

Equipements terminaux de télécommunications

Une directive européenne était entrée en vigueur en 1991 afin d'harmoniser le plus possible l'accès au marché. La directive 98/13/CEE (texte coordonné des directives 91/263/CEE⁸ et 93/97/CEE⁹) – la directive TTE – prévoyait la mise en œuvre de normes européennes harmonisées obligatoires, nommées réglementations techniques communes ou CTR. Etant donné que l'élaboration et l'adoption de ces CTR prenaient beaucoup de temps, le succès de cette directive d'agrément resta longtemps limité à quelques catégories de produits – RNIS, GSM, X.25, ... Le marché européen des équipements terminaux de télécommunications restait donc largement fragmenté bien que la directive 98/13/CEE fût déjà d'application depuis 1991. La directive TTE n'étant applicable qu'aux équipements terminaux de télécommunications, la situation pour les équipements hertziens était encore moins favorable.

Equipements hertziens

Les régimes nationaux d'agrément étaient toujours d'application pour les équipements hertziens. Ces régimes n'étaient pas harmonisés et présentaient parfois de grandes différences d'un pays à l'autre. L'agrément était plus souvent basé sur des tests d'appareils selon des exigences prévues par une spécification ou un règlement. En Belgique, ces exigences se retrouvaient dans les annexes de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées. Les essais devaient être faits dans un laboratoire reconnu et accrédité. Il se pouvait donc qu'un appareil de radiocommunications destiné à l'entière du marché européen, doive être soumis plusieurs fois à des essais – exigences divergentes selon les pays – et doive passer chaque fois par les différentes procédures d'agrément nationales. Ce processus entraînait donc des retards et des frais importants avant que le produit puisse être mis sur le marché et distribué.

La CEPT¹⁰ et l'ETSI¹¹ tentèrent d'élaborer des exigences techniques identiques et d'en promouvoir l'application. Ces efforts conduisirent à la formulation des décisions ERC¹². La première étape consistait à élaborer un système de reconnaissance mutuelle des résultats d'essais, de sorte qu'il n'était plus nécessaire de refaire les tests. L'étape suivante était la reconnaissance mutuelle de l'agrément basée sur des essais selon la norme ETSI applicable – même norme dans plusieurs pays. Tandis que la reconnaissance mutuelle des résultats d'essais fonctionnait de manière assez satisfaisante, il n'en était pas de même pour la reconnaissance mutuelle des agréments. La législation nationale devait en effet permettre ce système.

⁸ Journal officiel des Communautés européennes L 128 du 23 mai 1991 à partir de la page 1.

⁹ Journal officiel des Communautés européennes L 290 du 24 novembre 1993 à partir de la page 1.

¹⁰ Conférence des Administrations Européennes des Postes et Télécommunications.

¹¹ Institut européen des normes de télécommunications.

¹² Comité européen des radiocommunications.

Période transitoire

Le chapitre "Période transitoire" contient d'importantes informations concernant la durée de validité des agréments délivrés et les mesures qui doivent être prises lors de l'introduction du régime R&TTE. Ce sont essentiellement les fabricants et fournisseurs d'appareils qui doivent tenir compte des mesures transitoires.

Le régime R&TTE (depuis le 8 avril 2000)

Introduction

La directive R&TTE modifia complètement la philosophie pour l'admission sur le marché européen des équipements terminaux de télécommunications et des équipements hertziens. Les entraves auxquelles étaient confrontés les fabricants pour commercialiser leurs produits ont été largement éliminées. Le fabricant est devenu entièrement responsable de la conformité de son produit.

Le système de l'évaluation préalable du produit a été remplacé par un système par lequel les pouvoirs publics responsables de la surveillance du marché doivent rechercher et faire retirer du marché ou interdire les appareils non conformes. Cette mission est considérée comme indispensable pour l'application correcte de la directive. La surveillance du marché est une compétence nationale et doit viser à ce que seuls des appareils conformes soient mis sur le marché. Une surveillance efficace du marché offre une certaine protection pour le consommateur et empêche dans une certaine mesure la concurrence déloyale.

La Commission européenne estime que le succès ou l'échec de la directive R&TTE dépend principalement des fabricants. Ils doivent prendre leurs responsabilités en soumettant leurs produits à une procédure adéquate d'évaluation de conformité et en ne commercialisant que des appareils conformes.

Pour pouvoir mettre un appareil sur le marché (européen), cet appareil doit non seulement satisfaire à un certain nombre *d'exigences essentielles techniques*, mais également à *d'autres dispositions pertinentes de nature plutôt administrative* (marquage, déclarations, notification,...).

Exigences essentielles

Généralités

Le fabricant, son mandataire dans l'Union européenne ou, dans certains cas, la personne responsable de la mise sur le marché de produits R&TTE, doit garantir que ces produits sont conformes aux exigences essentielles qui leur sont applicables. Ce principe, appelé «nouvelle approche», est déjà appliqué dans de nombreuses directives.

Les exigences essentielles suivantes – article 3.1 a) et 3.1 b) de la directive R&TTE – sont applicables à *tous* les appareils :

- a) la protection de la santé et de la sécurité de l'utilisateur et de toute autre personne, y compris les objectifs, en ce qui concerne les exigences de sécurité, figurant dans la directive 73/23/CEE¹³ – la directive basse tension ou LVD – mais sans application des seuils de tension ;
- b) les exigences de protection, en ce qui concerne la compatibilité électromagnétique, figurant dans la directive 89/336/CEE¹⁴ – la directive EMC.

¹³ Directive 73/23/CEE du Conseil du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Journal officiel des Communautés européennes L 077 du 26 mars 1973 à partir de la page 29. Directive modifiée par la directive 93/68/CEE

¹⁴ Directive 89/336/CEE du Conseil du 3 mai 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la compatibilité électromagnétique.

Journal officiel des Communautés européennes L 139 du 23 mai 1989 à partir de la page 19. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 93/68/CEE.

Remarques concernant les directives susmentionnées:

- c) Par le passé, la Directive 73/23/CEE a été modifiée plusieurs fois de façon substantielle. Cette directive a par conséquent été abrogée et remplacée par la Directive 2006/95/CE¹⁵. La nouvelle version est entrée en vigueur le 16 janvier 2007. En fait, il s'agit d'une codification de l'ancien texte. *Les références à la directive abrogée valent comme des références à la nouvelle directive et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe VI de la nouvelle directive LVD.*
- d) La Directive 89/336/CEE a été totalement revue et remplacée par la Directive 2004/108/CE¹⁶. La nouvelle version est entrée en vigueur le 20 juillet 2007. Les dispositions de la nouvelle directive doivent être respectées depuis cette date. *Des références à la directive abrogée valent comme des références à la nouvelle directive et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe VII de la nouvelle directive EMC.*

L'exigence essentielle suivante, mentionnée à l'article 3.2 de la directive R&TTE, s'applique *en outre* à tous les appareils de *radiocommunications* (équipements hertziens) :

les équipements hertziens sont, en outre, construits de telle sorte qu'ils utilisent efficacement le spectre attribué aux communications radio terrestres ou spatiales ainsi que les ressources orbitales pour éviter les interférences dommageables.

Par ailleurs, les exigences essentielles *supplémentaires* suivantes, citées à l'article 3.3 de la directive R&TTE, *peuvent* être imposées pour *certaines catégories* d'appareils. Cela se fait uniquement lorsque la Commission européenne le juge utile et décide, via une procédure par le TCAM,¹⁷ que ces catégories spécifiques d'appareils doivent être construites de sorte :

- a) qu'ils interagissent au travers des réseaux avec les autres appareils et qu'ils puissent être raccordés à des interfaces du type approprié dans l'ensemble de la Communauté ; et/ou
- b) qu'ils ne portent pas atteinte au réseau ou à son fonctionnement ni ne fassent une mauvaise utilisation des ressources du réseau, provoquant ainsi une détérioration inacceptable du service ; et/ou
- c) qu'ils comportent des sauvegardes afin d'assurer la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des utilisateurs et des abonnés ; et/ou
- d) qu'ils soient compatibles avec certaines fonctionnalités empêchant la fraude ; et/ou
- e) qu'ils soient compatibles avec certaines caractéristiques assurant l'accès aux services d'urgence ; et/ou
- f) que certaines catégories d'appareils soient compatibles avec certaines caractéristiques pour faciliter leur utilisation par les personnes handicapées.

La Commission européenne et les Etats membres ne prennent qu'exceptionnellement une initiative pour imposer les exigences de l'article 3.3. En effet, la Commission européenne est convaincue que les acteurs du marché veilleront volontairement à ce que ces exigences soient remplies.

¹⁵ Directive 2006/95/CE Du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension

Journal officiel des Communautés européennes L 374 du 27 décembre 2006 à partir de la page 10.

¹⁶ Directive 2004/108/CE Du Parlement Européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE.

Journal officiel des Communautés européennes L 390 du 31 décembre 2006 à partir de la page 24.

¹⁷ Comité pour l'évaluation de la conformité et la surveillance du marché, composé de représentants des Etats membres et présidé par un représentant de la Commission.

Par conséquent, la grande majorité des *équipements terminaux* de télécommunications sont *uniquement* soumis aux exigences essentielles de l'article 3.1 (LVD & EMC). Pour les équipements hertziens il s'agit des exigences de l'article 3.1 et 3.2.

Chaque décision relative à des exigences supplémentaires basées sur l'article 3.3, est publiée dans le JOCE¹⁸. Lorsque des exigences supplémentaires à l'article 3.3 sont adoptées, il faut également fixer la date à partir de laquelle les produits doivent satisfaire à celles-ci.

Décisions de la Commission concernant des exigences supplémentaires

Les décisions concernant les exigences supplémentaires prévue dans l'article 3.3 peuvent être consultées via : <http://ec.europa.eu/enterprise/rtte/decision/present.htm>.

La France était d'avis qu'il était nécessaire de faire appel à l'article 18.3 de la directive pour prévenir une détérioration inacceptable du service de téléphonie vocale sur le réseau de France Telecom. La Commission a dès lors promulgué une décision à ce sujet. Celle-ci a été publiée dans le JOCE L 135 du 8 juin 2000. Le titre de la décision est le suivant:

- Décision 2000/373/CE de la Commission du 26 mai 2000 concernant la demande de la France de maintenir, conformément à l'article 18, paragraphe 3, de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil (directive « terminaux »), des exigences en matière d'équipements terminaux de télécommunications destinés à être raccordés au réseau téléphonique public commuté de France Télécom.

La raison principale de cette décision était qu'un certain pourcentage de lignes téléphoniques analogiques n'est pas équipé pour limiter la consommation d'électricité des équipements terminaux. Les fabricants d'équipements destinés à être raccordés sur ces lignes doivent dès lors prendre les précautions nécessaires. France Telecom avait promis de prendre les mesures nécessaires pour résoudre ces problèmes dans les 30 mois suivant le 8 avril 2000.

L'attention a été portée sur les équipements hertziens destinés à être utilisés sur des navires mais qui ne relèvent pas de la directive maritime. La Commission a dès lors adopté quelques décisions concernant ces équipements. Les titres en sont:

- Décision 2000/637/CE de la Commission du 22 septembre 2000 relative à l'application de l'article 3, paragraphe 3, point e), de la directive 1999/5/CE aux équipements hertziens soumis à l'accord régional relatif aux services radiotéléphoniques dans la navigation intérieure (date d'application 21 octobre 2000)
- Décision 2000/638/CE de la Commission du 22 septembre 2000 relative à l'application de l'article 3, paragraphe 3, point e), de la directive 1999/5/CE aux équipements hertziens marins mis à bord des navires non soumis à la SOLAS en vue de participer au système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) et non visés par la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (date d'application 21 octobre 2000) (décision a été modifiée – voir ci-dessous)
- Décision 2005/631/CE de la Commission du 29 août 2005 concernant les exigences essentielles visées par la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil assurant l'accès des services d'urgence aux balises de localisation Cospas-Sarsat

Il a été estimé que le champ d'application de la deuxième décision était trop limité et que la mesure devait être étendue à une plus grande catégorie d'équipements. Une décision adaptée et de remplacement a donc été prise.

- Décision 2004/71/CE de la Commission du 4 septembre 2003 concernant les exigences essentielles relatives aux équipements hertziens marins destinés à être utilisés à bord des navires non soumis à la convention SOLAS en vue de participer au système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM)

¹⁸ Journal officiel des Communautés européennes.

La date d'application de cette décision a été fixée au 4 septembre 2004. La décision précédente 2000/638/CE est donc également supprimée en date du 4 septembre 2004.

La première décision impose aux équipements hertziens spéciaux qui entrent dans le champ d'application de cette décision (arrangement régional relatif aux voies d'eau intérieures) d'être équipés d'un "automatic transmitter identification system (ATIS)" et de ne pas excéder 1 Watt de puissance d'émission sur certains canaux.

La deuxième décision impose aux équipements hertziens spéciaux qui entrent dans le champ d'application de cette décision, de fonctionner correctement en cas d'urgence.

La troisième décision est applicable aux balises de localisation qui émettent dans la bande 406 MHz en utilisant le système Cospas-Sarsat, pour autant qu'ils ne relèvent pas de la décision 2004/71/CE.

Pour certains équipements hertziens destinés à l'utilisation sur des navires mais n'entrant pas dans le champ d'application de la directive maritime, le TCAM a adopté une décision supplémentaire basée sur l'article 3.3.e) de la Directive .

Le titre est le suivant:

- Décision 2003/213/CE de la Commission du 25 mars 2003 relative à l'application de l'article 3, paragraphe 3, point e), de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil aux équipements hertziens destinés à équiper des navires non-SOLAS et à participer au système d'identification automatique (Automatic Identification System: AIS).

Les équipements hertziens qui entraient dans le champ d'application de cette décision et qui ont été mis sur le marché à partir du 28 mars 2003 devaient remplir cette exigence essentielle supplémentaire.

Etant donné qu'un niveau de sécurité élevé n'est réalisable que si tous les équipements utilisés sur les navires non-SOLAS et les stations terrestres correspondantes qui participent au système AIS fonctionnent correctement, les mêmes exigences doivent être applicables à toutes les stations AIS. C'est pour cette raison que la décision susmentionnée a été adaptée et remplacée par :

- Décision 2005/53/CR de la Commission du 25 janvier 2005 relative à l'application de l'article 3, paragraphe 3, point e), de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux équipements hertziens destinés à participer au système d'identification automatique (Automatic Identification System-AIS).

La nouvelle décision est entrée en vigueur le 26 juillet 2005.

Une autre décision supplémentaire basée sur l'article 3.3 e) de la directive a été adoptée par le TCAM. Le titre est le suivant:

- Décision 2001/148/CE de la Commission du 21 février 2001 concernant l'application de l'article 3, point e), de la directive 1999/5/CE sur les balises d'avalanche

Cette décision s'applique aux appareils fonctionnant sur 457kHz et qui sont destinés à localiser des personnes ensevelies sous la neige après une avalanche.

Autres dispositions pertinentes

Pour être admis sur le marché, les appareils doivent non seulement être conformes aux exigences essentielles, mais également à «d'autres exigences pertinentes» (article 6). Un certain nombre de ces dispositions supplémentaires sont de nature plutôt administrative.

La directive R&TTE impose notamment ce qui suit au fabricant¹⁹ :

- Appliquer une des procédures de conformité autorisées (procédure d'évaluation de la conformité) – voir plus loin
- Rédiger la DoC (déclaration de conformité) et la joindre à chaque produit
- Apposer le marquage CE adéquat – voir plus loin
- Indiquer l'usage auquel l'appareil est destiné, de sorte que l'utilisateur puisse l'utiliser pour la destination prévue. Au besoin, fournir également des informations sur l'installation et l'entretien (article 6.1 de la directive R&TTE)
- Apposer sur l'appareil le numéro de type, de lot et/ou de série, ainsi que le nom du fabricant (article 12.4 de la directive R&TTE)
- Pour les équipements hertziens, il faut que
 - les informations sur l'usage auquel l'appareil est destiné, mentionnées sur l'emballage et dans la notice d'utilisation, soient suffisantes pour pouvoir déterminer où l'appareil peut être utilisé
 - le marquage sur l'appareil alerte l'utilisateur sur :
 - des restrictions éventuelles à l'utilisation
 - la nécessité éventuelle de disposer d'une autorisation (licence)
- Pour les équipements terminaux de télécommunications, les informations fournies doivent permettre de déterminer sur quel réseau public de télécommunications l'appareil peut être raccordé
- Informer l'Etat membre de l'intention de mettre sur le marché des équipements hertziens fonctionnant sur des bandes de fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée – *l'obligation de notification* (article 6.4 de la directive R&TTE).
 - Cette notification doit être faite au moins quatre semaines avant le début de la mise sur le marché.
 - Dans certains cas, un Etat membre peut empêcher que de tels produits soient mis sur le marché ou utilisés sur son territoire
 - Pour plus d'explications à ce sujet, voir la rubrique «notification d'équipements hertziens».

Procédures d'évaluation de la conformité

Introduction – norme harmonisée

Le fabricant est obligé de suivre une des procédures d'évaluation de la conformité – procédures de conformité – afin de démontrer la conformité des appareils avec *toutes* les exigences (essentielles) applicables prévues par la directive R&TTE.

Les procédures de conformité sont identiques dans tous les Etats membres de l'UE. Un appareil conforme jouit du principe de «la libre circulation des biens». Les procédures spécifiques à l'un ou l'autre pays ne sont donc pas autorisées. Néanmoins, les Etats membres peuvent juger utile de restreindre ou même d'interdire l'utilisation et même la vente de certains produits (radio) sur leur territoire. Dans ce cas, ils doivent suivre la procédure prévue par la directive R&TTE, avec notification à la Commission européenne.

Certaines procédures de conformité se réfèrent aux «*normes harmonisées*».

Une norme harmonisée est définie comme étant «une spécification technique adoptée par un organisme de normalisation agréé dans le cadre d'un mandat délivré par la Commission conformément aux procédures établies par la directive 98/34/CE en vue de l'élaboration d'une exigence européenne, et dépourvue de caractère obligatoire».

¹⁹ Le mot «fabricant» signifie soit le fabricant effectif, soit son mandataire ou même, dans certains cas, la personne responsable de la mise sur le marché des produits. Dans ce texte, le mot «fabricant» est utilisé dans ce sens. Une note explicative distincte est disponible concernant la répartition des responsabilités entre ces parties.

Une fois que les numéros de référence d'une telle norme harmonisée sont publiés dans le *Journal officiel des Communautés européennes*, elle obtient un *statut spécial*. Les produits qui sont fabriqués de manière à ce qu'ils remplissent les exigences fixées dans une telle norme harmonisée jouissent d'une *présomption de conformité* avec les exigences essentielles auxquelles cette norme harmonisée se rapporte. Les mots «norme harmonisée» sont compris dans ce texte dans le sens de «norme harmonisée dont les références sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes et qui font par conséquent naître une présomption de conformité avec les exigences essentielles auxquelles cette norme harmonisée se rapporte». L'utilisation d'une norme harmonisée procure donc des avantages importants au fabricant.

Contrairement aux dispositions de l'ancienne directive TTE, les normes harmonisées établies n'ont plus un caractère obligatoire. Le fabricant peut donc s'écarter des dispositions de la norme harmonisée. Lorsque la norme harmonisée n'est pas respectée ou lorsqu'il n'existe pas (encore) de norme harmonisée, le fabricant doit avancer, via le dossier technique, des arguments qui démontrent qu'il a été satisfait aux exigences essentielles. Cette argumentation peut être contestée lors d'un contrôle. Le dossier technique doit, de toute façon, être toujours disponible à des fins d'inspection. L'utilisation d'une norme harmonisée a donc d'importants avantages. Pour les émetteurs radio, une procédure de conformité plus lourde est même imposée si les normes harmonisées ne sont pas utilisées.

Équipements terminaux de télécommunications & récepteurs radio

Pour les équipements terminaux de télécommunications ne comportant *pas* d'émetteur radio et pour les *récepteurs* de radiocommunications, le fabricant a le choix entre les procédures décrites en annexes II, IV et V de la directive R&TTE – voir *plus loin*.

Émetteurs radio avec utilisation de normes harmonisées

Pour les émetteurs radio fabriqués selon les normes harmonisées en vigueur, le fabricant a le choix entre les procédures décrites en annexes III, IV et V de la directive R&TTE – voir *plus loin*.

Émetteurs radio sans utilisation de normes harmonisées

Pour les émetteurs radio qui ne sont pas fabriqués selon les normes harmonisées en vigueur, le fabricant a le choix entre les procédures décrites en annexes IV et V de la directive R&TTE – voir *plus loin*.

Procédures de conformité concernant LVD & EMC

Bien que les dispositions de la directive basse tension (LVD) et de la directive EMC ne soient plus applicables aux équipements R&TTE depuis le 8 avril 2000 (les mêmes exigences étant reprises dans la directive R&TTE), le fabricant a, pour les exigences essentielles visées à l'article 3.1, le choix entre les procédures de conformité prévues par les directives LVD et EMC comme alternative aux procédures prévues par la directive R&TTE.

La possibilité d'utiliser les procédures de conformité prévues dans l'ancienne directive EMC comme méthode alternative est supprimée à partir du 20 juillet 2007. La nouvelle directive EMC ne prévoit plus cette possibilité. Il faut donc, pour les exigences EMC, appliquer les procédures de conformité prévues dans la directive R&TTE.

Il faut attirer l'attention sur le fait que l'exigence prévue à l'article 3.1.a renvoie également à la "santé de l'utilisateur et des autres", ce qui va plus loin que les exigences prévues dans la directive basse tension. Les limites de tension prévues dans la directive basse tension ne sont également plus d'application. Il faut en tenir compte lors de l'évaluation de la conformité.

Procédure prévue en Annexe II – contrôle interne de la fabrication

Cette procédure est la procédure la plus légère pouvant être appliquée aux *équipements terminaux de télécommunications qui ne comportent pas d'émetteur radio* et aux *récepteurs radio*.

Cette procédure est parfois nommée (erronément) «auto-déclaration», le fabricant devant (uniquement) établir une déclaration de conformité (DoC) écrite.

Il est plus exact de dire que le fabricant doit déclarer et *garantir* que ses produits satisfont à *toutes* les exigences applicables. Les produits doivent également être conformes à la documentation technique établie (voir plus loin).

La directive R&TTE prévoit que la déclaration de conformité (DoC) soit *jointe à chaque produit*.

Le fabricant a l'obligation d'établir une documentation technique et de la tenir à disposition à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit. *Cette documentation technique doit permettre l'évaluation de la conformité du produit aux exigences essentielles.*

Selon l'annexe II de la directive R&TTE, cette documentation technique doit couvrir la conception, la fabrication et le fonctionnement du produit, et comporter notamment :

- une liste des normes harmonisées, appliquées entièrement ou en partie, ainsi qu'une description et explication des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences essentielles de la directive lorsque les normes harmonisées n'ont pas été appliquées ou n'existent pas ;
- *les rapports d'essai.*

Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication assure la conformité des produits manufacturés à la documentation technique mentionnée ci-dessus, et aux exigences de la directive R&TTE qui leur sont applicables.

Procédure prévue en Annexe III – contrôle interne de la fabrication plus essais spécifiques

Cette procédure est la procédure la plus légère pouvant être appliquée aux *émetteurs radio auxquels le fabricant applique des normes harmonisées*.

Cette procédure comprend les mêmes exigences que l'Annexe II (voir ci-dessus), complétées par les exigences supplémentaires suivantes.

Le fabricant doit *également* effectuer ou faire effectuer toutes les séries d'essais radio essentielles. Si la norme harmonisée ne définit pas les séries d'essais jugées essentielles, il revient à un organisme notifié (Notified Body) de le faire. L'organisme notifié doit tenir dûment compte des précédentes décisions rendues par des organismes notifiés agissant de concert.

Le fabricant doit déclarer que les essais ont été effectués et que l'appareil est conforme aux exigences essentielles. Si un organisme notifié est intervenu, son numéro d'identification doit être apposé au cours du processus de fabrication – voir plus loin «marquage».

TCAM 3 concluait que les essais radio essentiels concernent uniquement les exigences prévues dans l'article 3.2 de la directive et que, par conséquent, l'organisme notifié ne doit pas prescrire des séries d'essais pour les exigences prévues dans les articles 3.1 ou 3.3.

Procédure prévue an Annexe IV – dossier de construction technique

Cette procédure est la procédure la plus légère pouvant être appliquée aux *émetteurs radio auxquels le fabricant n'a pas appliqué des normes harmonisées ou ne les a appliquées que partiellement*.

Cette procédure comprend les mêmes exigences que l'Annexe III (ou Annexe II pour les appareils terminaux de télécommunications et les récepteurs radio) (voir ci-dessus), complétée par les exigences supplémentaires suivantes.

- La documentation technique décrite dans la «procédure prévue en annexe II» ci-dessus et la déclaration de conformité aux séries d'essais radio spécifiques décrite dans la «procédure prévue en Annexe III» ci-dessus constituent ensemble le dossier de construction technique.
- Le fabricant soumet le dossier à un ou plusieurs organismes notifiés (Notified Body).
- L'organisme notifié examine le dossier et, s'il apparaît que le respect des exigences de la directive R&TTE n'est pas suffisamment établi, il peut adresser un avis au fabricant. Cet avis est donné *dans un délai de quatre semaines* à compter de la réception du dossier par l'organisme notifié.
- Le fabricant doit tenir le dossier à la disposition à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication de l'appareil.

Il ressort de ce qui précède que même après un avis (négatif) d'un organisme notifié, un fabricant peut mettre son produit sur le marché. La responsabilité finale incombe donc toujours au fabricant. Il va de soi qu'en cas de litige, la charge de la preuve sera plus importante.

Il convient de remarquer que cette procédure doit également être appliquée pour les exigences prévues à l'article 3.1.a concernant les émetteurs radio qui ne sont pas couverts par la directive basse tension (en dehors des limites de tension) lorsqu'il n'existe pas encore de norme harmonisée. Une remarque équivalente peut être formulée pour d'éventuelles exigences de l'article 3.3. L'esprit de la directive est cependant que l'organisme notifié n'intervienne que pour les «exigences radio».

Procédure prévue en Annexe V – assurance qualité complète

Cette procédure peut être appliquée à *tous les appareils R&TTE*.

Cette procédure peut uniquement être utilisée par les fabricants qui utilisent *un système de qualité approuvé pour la conception, la fabrication et l'inspection finale*.

Le fabricant doit donc pouvoir influencer, entre autres, la conception et la fabrication. Dans ce cas-ci, le terme «fabricant» doit donc être interprété de manière plus restrictive.

L'évaluation et la surveillance du système de qualité doivent être assurées par un organisme notifié. L'organisme notifié vérifie en particulier si le système de contrôle de la qualité garantit que les produits sont conformes aux prescriptions de la directive R&TTE.

Dans la procédure d'assurance «qualité complète» également, le fabricant doit garantir et déclarer que les produits concernés satisfont aux dispositions applicables de la directive.

Cette procédure aussi exige que le fabricant garde à disposition toute la documentation pertinente concernant les produits concernés et concernant le système de qualité à des fins de contrôle pendant une période de dix ans au moins à compter de la fabrication de l'appareil.

Notification d'équipements hertziens

Introduction

En principe, la directive R&TTE permet la libre circulation de tous les appareils R&TTE. De manière générale, on admet que tous ces appareils peuvent aussi être utilisés.

Afin de protéger quelque peu l'utilisateur, le fabricant d'appareils R&TTE doit pourvoir tous ses appareils d'informations suffisantes concernant l'utilisation à laquelle ils sont destinés.

En raison de l'augmentation du nombre d'applications hertziennes, il faut de plus en plus veiller à utiliser de manière optimale le spectre des fréquences et à empêcher les perturbations (interférences dommageables). Le spectre des fréquences doit être considéré comme une ressource rare. La gestion des fréquences est une compétence nationale. Par conséquent, pour des raisons parfois historiques, ce ne sont pas toujours les mêmes fréquences qui sont disponibles dans les différents Etats membres. Certains équipements hertziens devront donc utiliser des fréquences différentes selon les Etats ou la zone géographique à l'intérieur d'un Etat membre. Dans certains cas, il ne sera même pas autorisé d'utiliser certaines fréquences. Pour d'autres fréquences, c'est *l'utilisation* (type d'application – par exemple voix ou data) qui peut différer parfois d'un Etat membre à un autre.

C'est aussi pour cette raison que les fabricants d'équipements hertziens sont obligés d'indiquer dans le mode d'emploi et sur l'emballage à quels Etats membres ou à quelle zone géographique à l'intérieur d'un Etat membre l'appareil est destiné.

Il est évident que ce problème se pose uniquement pour les *équipements hertziens fonctionnant sur des fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée* dans la Communauté entière. Pour ces appareils, il a été jugé nécessaire *d'obliger le fabricant à informer l'autorité nationale responsable de la gestion du spectre de l'intention de mettre de tels appareils sur le marché de cet Etat membre*. On appelle cette procédure «obligation de notification». En Belgique, cette autorité responsable est l'IBPT.

En outre, le marquage CE de ces équipements contient également un symbole spécial pour attirer l'attention de l'utilisateur sur des éventuelles restrictions ou conditions d'utilisation. Ce signe d'information ou "alert sign" a la forme suivante: ⓘ. (voir plus loin à la rubrique "Le marquage CE")

Obligation de notification

L'obligation de notification signifie que le fabricant informe l'autorité nationale responsable de la gestion du spectre – l'IBPT en Belgique – de son intention de mettre des appareils sur le marché de cet Etat membre.

Cette obligation vaut uniquement pour les *équipements hertziens fonctionnant sur des fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée* dans la Communauté entière.

Cette notification doit avoir lieu *au plus tard quatre semaines avant le commencement de la mise sur le marché*. Il est très vivement conseillé d'introduire le plus tôt possible cette notification.

La notification doit comporter des informations concernant les caractéristiques hertziennes des appareils (en particulier, bandes de fréquences, espacement des canaux, type de modulation et puissance RF). L'IBPT a élaboré un formulaire type pouvant être utilisé pour la notification en Belgique. Ce formulaire peut être consulté sur le site Internet de l'IBPT,

<http://www.ibpt.be> chapitre « Radiocom » partie « Equipements » rubrique « Notifications radio ».

Un formulaire de notification européen peut également y être consulté ainsi que sur le site Internet de la Commission (<http://ec.europa.eu/enterprise/rtte/notification.doc> en <http://ec.europa.eu/enterprise/rtte/notification.pdf>).

La Commission a tenté de définir le terme "bandes de fréquences dont l'utilisation est harmonisée".

On a jugé qu'il *ne sera pas* nécessaire de notifier les équipements hertziens suivants :

- Récepteurs radio ;
- Emetteurs radio pouvant uniquement émettre sous contrôle d'un réseau ;
- Emetteurs radio fonctionnant dans une bande de fréquences assignée pour la même interface radio dans tous les états membres et qui, par conséquent, ont les mêmes paramètres.

Il faut faire remarquer que l'IBPT estime que **tous** les équipements hertziens utilisant des fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée et qui sont mis sur le marché belge, doivent être notifiés. Il s'agit donc aussi bien des équipements destinés à être utilisés en Belgique que des équipements non destinés à être utilisés en Belgique (non conformes au plan des fréquences belge).

La liste des équipements hertziens utilisant des bandes de fréquences dont l'utilisation est harmonisée dans toute la Communauté (équipement de classe 1) est publiée (et régulièrement mise à jour) sur le Site Internet d'ERO (www.ero.dk/rtte) . Les équipements hertziens respectant les caractéristiques techniques auxquelles cette liste fait référence ne doivent pas être notifiés. Le marquage CE de Classe 1 ne comprend pas le "signe d'information" ou l'"alert sign".

Conséquences d'une notification

Les Etats membres sont libres de réagir ou non aux notifications qu'ils reçoivent. L'IBPT réagit toujours, même s'il n'y a pas d'objections.

Si l'autorité nationale ne réagit pas dans un délai de quatre semaines, le fabricant est libre de mettre ses équipements hertziens sur le marché. Il va de soi que ces appareils doivent satisfaire à toutes les exigences de la directive R&TTE (exigences essentielles et autres dispositions pertinentes). Le fait d'avoir rempli l'obligation de notification ne signifie en aucune manière que l'on a obtenu un "accord" de mise sur le marché. L'obligation de notification ne constitue qu'une des obligations légales à respecter.

Pour des raisons fondées, l'Etat membre peut, en vertu de l'article 9.1 ou 9.5 de la directive, arrêter toute mesure appropriée en vue d'interdire ou de restreindre la mise sur son marché de certains appareils. Au besoin, il peut même exiger le retrait d'un produit de son marché. La Commission européenne doit toujours être informée de telles mesures. L'IBPT a l'intention de n'user de cette possibilité que dans des cas exceptionnels, lorsque la nécessité s'impose.

Conclusion

Le fabricant est obligé de notifier les équipements hertziens qui utilisent des fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée. Son intérêt est de le faire le plus tôt possible.

L'Etat membre peut, mais n'est pas obligé de réagir à la notification reçue. L'absence de réaction ne garantit pas que l'appareil puisse être utilisé dans cet Etat membre.

Le fabricant reste toujours responsable de la conformité de son produit avec toutes les exigences de la directive R&TTE.

Le fabricant a tout intérêt à tenir compte du plan de fréquences des Etats membres lorsqu'il conçoit ses équipements hertziens, afin d'éviter des surprises désagréables à la suite de la notification. Le site Internet EFIS (ERO Frequency Information System), à consulter via www.efis.dk constitue une source importante d'informations concernant les plans de fréquences. Le fabricant décide sous sa propre responsabilité quelles fréquences son appareil utilise. Il doit donc vérifier si ces fréquences sont admises pour l'application prévue ou s'il y a éventuellement des restrictions géographiques à leur utilisation et si une licence d'utilisation est nécessaire.

Le marquage CE

Pour indiquer que l'appareil R&TTE satisfait à *toutes* les exigences (essentielles) applicables, le fabricant doit apposer le marquage CE approprié.

Le marquage CE est constitué par :

- le marquage CE de conformité : les initiales «CE» avec le graphisme connu 
- le numéro d'identification de l'organisme notifié au cas où un organisme notifié est intervenu dans la procédure de conformité
- l'identificateur de la catégorie d'équipements lorsqu'un tel identificateur a été attribué à l'équipement *hertzien* concerné

Le marquage CE doit être apposé sur le produit même, sur l'emballage et sur les documents d'accompagnement. Il doit être visible, lisible et indélébile. La hauteur du marquage ne peut être inférieure à 5 mm.

Un consensus a été obtenu pendant TCAM 4 sur les catégories d'équipements.

Une sous division des appareils terminaux de télécommunications (non-radio) n'a pas été instaurée. La Commission ne publie sur le Web qu'une liste indicative avec une certaine sous division. Aucun identificateur de catégorie n'a été attribué pour les équipements terminaux de télécommunications.

Les équipements hertziens sont divisés en deux grandes catégories. La Commission publie également sur le Web une liste indicative avec une sous division plus approfondie.

- La première catégorie comprend tous les appareils hertziens qui peuvent être utilisés sans restriction dans l'entière de la Communauté. Aucun identificateur de catégorie n'a été attribué à cette catégorie d'équipements (= pas de marquage supplémentaire).
- La deuxième catégorie comprend les autres appareils hertziens. Il s'agit donc d'appareils hertziens auxquels est appliquée une forme de restriction à l'utilisation. L'emballage et le mode d'emploi doivent contenir plus d'informations à ce sujet. Le symbole graphique



suivant a été adopté pour indiquer la catégorie : (“signe d'information” où “alert sign”). La forme graphique exacte du sigle d'information a été fixée dans “Décision 2000/299/CE de la Commission du 6 avril 2000 établissant la classification initiale des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications ainsi que des identificateurs associés”. Cette décision a été publiée dans le JOCE L97 du 19 avril 2000.

La publication de la Commission de la sous division des équipements terminaux peut être consultée sur <http://ec.europa.eu/enterprise/rte/equip.htm>. La liste indicative et non exhaustive de la première catégorie d'équipements hertziens peut être consultée sur le site Internet de l'ERO (<http://www.ero.dk/rte>).

Des informations complémentaires concernant le marquage sont reprises dans un document explicatif distinct (voir chapitre "autres informations utiles").

Caractéristiques des interfaces

Afin de garantir un bon fonctionnement de la directive R&TTE, il est nécessaire que les fabricants d'appareils soient au courant des caractéristiques des interfaces qui sont offertes (réseaux) ou autorisées (radio). La directive a également prévu des dispositions à cet effet.

Interfaces radio

Il est très important pour les fabricants d'être au courant des fréquences qui peuvent être utilisées pour leurs applications. Ces informations sont essentielles pour éviter les interférences dommageables. L'autorisation ou non de certaines applications sur certaines fréquences est une compétence nationale. Cette attribution fait en général l'objet du plan des fréquences.

Les Etats membres doivent donc publier des informations suffisamment détaillées sur les plans de fréquences. Ces plans de fréquences sont également importants dans le cadre de la procédure de notification. Le plan de fréquences belge et les interfaces radio sont disponibles via <http://www.ibpt.be> chapitre « Radiocom » section « Fréquences ».

Les spécifications nationales existantes constituent une aide importante pour les fabricants.

La Commission attache elle aussi beaucoup d'importance à la poursuite de l'harmonisation du spectre radioélectrique. En vue de l'adoption des mesures exécutoires techniques pour l'harmonisation de l'assignation des fréquences radio et la disponibilité des informations, une décision "spectre radioélectrique"²⁰ a été promulguée.

Un « comité du spectre radioélectrique (RSC), composé de représentants des états membres et présidé par le représentant de la Commission a été créé.

Sur la base de la Décision relative au spectre radioélectrique et après avis du RSC, la Commission promulgue des décisions relatives à l'utilisation harmonisée du spectre radioélectrique au sein de la Communauté pour certains équipements radioélectriques.

La Commission, en concertation avec TCAM, établit l'équivalence entre les interfaces radio nationales et les classe dans la catégorie d'équipements appropriée. Il va de soi qu'il est tenu compte des décisions prises sur base de la décision spectre radioélectrique.

La liste indicative et non exhaustive des équipements de la « catégorie 1 » peut être consultée sur le site de l'ERO (<http://www.ero.dk/rtte>). Ces équipements peuvent être utilisés sans restrictions dans l'ensemble de la Communauté. Cela n'est évidemment le cas que si ces équipements hertziens sont strictement conformes aux caractéristiques techniques reprises dans l'interface radio publiée.

Utile à savoir:

Bien que la Commission adopte le point de vue selon lequel les paramètres "de réception" ne constituent pas des paramètres essentiels et que ceux-ci ne doivent par conséquent pas être imposés, il est utile de prendre en considération ces paramètres de réception "volontaires". Pour rédiger le plan de fréquences, les autorités responsables de la gestion du spectre tiennent en effet compte de certaines caractéristiques de réception (sensibilité). En cas de litige, les paramètres provenant des normes et spécifications usuelles seront d'ailleurs considérés comme étant "les règles de l'art" et serviront de base pour juger si la plainte est justifiée ou non.

²⁰ Décision No 676/2002/CE Du Parlement Européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire pour la politique en matière de spectre radioélectrique dans la Communauté européenne. Journal officiel des Communautés européennes L 108 du 24 avril 2002 à partir de la page 1.

Équipements terminaux de télécommunications

Les fabricants ne peuvent fabriquer des équipements terminaux de télécommunications que s'ils connaissent *toutes* les caractéristiques des interfaces offertes par les opérateurs de réseaux publics de télécommunications.

Les Etats membres doivent donc veiller à ce que les opérateurs publient les spécifications techniques exactes et adéquates des interfaces offertes au public et mettent régulièrement à jour ces publications. Cela doit se faire *avant* de rendre les services accessibles au public par ces interfaces.

Les spécifications doivent être *suffisamment précises* pour pouvoir concevoir des équipements terminaux de télécommunications permettant d'utiliser *tous* les services fournis via cette interface. Par conséquent, cette obligation vaut non seulement pour les opérateurs ayant une interface physique propre pour les utilisateurs, mais aussi éventuellement pour les prestataires de certains services.

Les opérateurs sont obligés de veiller à ce que les fabricants puissent prendre connaissance d'une manière *simple* de ces spécifications d'interface. Cela peut se faire par exemple en publiant ces spécifications d'interface sur leur site Internet ou en indiquant une adresse de contact.

L'expérience a montré qu'il est parfois difficile d'obtenir ces spécifications d'interface. La directive R&TTE en fait une *obligation* légale qui doit être respectée. Cette obligation vaut également lorsqu'un opérateur modifie certaines caractéristiques de son interface. Les opérateurs sont légalement tenus de transmettre un exemplaire de leurs interfaces user-network à l'IBPT et cela avant que cette interface ne soit mise à la disposition du public.

Il doit être clair qu'en cas de litige, la description d'interface connue à l'IBPT servira de base pour déterminer les responsabilités.

La Commission a rédigé un certain nombre de documents explicatifs en rapport avec les descriptions d'interfaces. Ces explications sont (pour le moment) rédigées uniquement en anglais. Elles sont disponibles publiquement – voir chapitre "autres informations utiles" – et sont destinées en premier lieu aux opérateurs.

L'utilisateur

Le fabricant est obligé de ne mettre sur le marché que des appareils conformes à toutes les dispositions de la directive R&TTE.

Les appareils doivent toutefois être utilisés selon la destination indiquée. Cette obligation incombe à l'utilisateur. Si l'utilisateur ignore cette obligation, des mesures peuvent être prises à son encontre (poursuites, saisies, ...).

L'attention des utilisateurs est spécialement attirée sur les équipements hertziens utilisant des «bandes de fréquences dont l'utilisation n'est pas encore harmonisée». L'emballage, les modes d'emploi, et finalement aussi, dans une certaine mesure, le marquage, doivent permettre à l'acheteur potentiel et à l'utilisateur éventuel de déterminer si l'appareil peut être utilisé ou non. Sur ce point également, l'utilisateur porte la responsabilité.

Une fois de plus, il faut souligner que le système des *autorisations (licence)* reste inchangé. Pour certains équipements hertziens, l'utilisateur doit être *préalablement* en possession d'une autorisation délivrée par l'IBPT. Des informations plus précises à ce sujet peuvent être obtenues auprès de l'IBPT.

Même lorsqu'un utilisateur importe directement des équipements (de l'extérieur de l'UE), il doit aussi vérifier s'il s'agit d'équipements légaux. Cela vaut en particulier pour les appareils achetés via Internet. Les services de douane sont compétents pour contrôler les envois entrants. S'ils constatent qu'il s'agit d'équipements illégaux, ceux-ci sont saisis.

Il peut arriver que malgré les dispositions de la directive R&TTE, des problèmes apparaissent au niveau des appareils. En effet, la directive R&TTE n'impose que les exigences essentielles (de sécurité).

L'attention de l'utilisateur est attirée sur le fait que le fabricant, dans le sens large du terme, est responsable du (bon) fonctionnement de ses appareils. L'utilisateur doit donc s'adresser en premier lieu à son fournisseur.

S'il s'avère que des appareils non conformes aux dispositions de la directive sont mis sur le marché, l'IBPT dispose des moyens nécessaires pour intervenir. L'IBPT exerce également une surveillance préventive du marché dans le cadre de la directive R&TTE.

Foires commerciales, exposition et démonstrations

L'article 8.2 de la directive R&TTE prévoit que la présentation lors des foires commerciales, expositions, démonstrations, etc., d'appareils *non conformes* à la présente directive est autorisée, à condition qu'il soit *clairement indiqué* que ces appareils ne peuvent être commercialisés ou mis en service avant leur mise en conformité .

Période transitoire

L'article 18 de la directive R&TTE fixe les mesures transitoires. En particulier l'article 18.2 concerne directement la mise d'équipements sur le marché et a d'importantes conséquences. Les services juridiques de la Commission ont examiné les dispositions transitoires et leur point de vue est décrit ci-dessous.

Les dispositions relatives à la période transitoire article 18.2 : *"Les Etats membres ne font pas obstacle à la mise sur le marché et à la mise en service d'appareils conformes aux dispositions de la directive 98/13/CE ou aux règles en vigueur sur le territoire et qui ont été mis sur le marché pour la première fois avant l'entrée en vigueur de la présente directive ou au plus tard deux ans après son entrée en vigueur"* doivent être interprétées de manière stricte. La mise sur le marché concerne chaque appareil individuel et pas seulement un type d'appareils !

Ceci a pour conséquence que :

- jusqu'au 7 avril 2000 inclus, les appareils devaient satisfaire au régime pré-R&TTE ;
- entre le 8 avril 2000 et le 7 avril 2001, des appareils pouvaient être mis sur le marché à condition:
 - qu'ils répondent aux exigences du régime R&TTE, ou
 - qu'ils répondent aux exigences du régime pré-R&TTE :
 - l'agrément ayant été délivré avant le 8 avril 2000 (tant pour les équipements hertziens que terminaux) et
 - les équipements ayant été produits et mis sur le marché avant le 8 avril 2001. Ceci signifie que le transfert de production vers un canal de distribution devait se faire au plus tard le 7 avril 2001 ;
- à partir du 8 avril 2001, seuls les appareils qui répondent aux exigences R&TTE peuvent être produits et mis sur le marché. Les appareils ne peuvent plus être produits selon l'ancien système. Ceci implique donc que tous les modes d'emploi, emballages, marquages, procédure de conformité suivie, doivent être adaptés pour les productions au plus tard à partir du 8 avril 2001.

Pour les équipements terminaux, il faut donc mentionner clairement à quelles interfaces l'appareil est destiné. Un organisme notifié ne doit pas être consulté.

Pour les équipements hertziens, il est dans certains cas nécessaire de consulter un organisme notifié – voir procédures de conformité. La Commission part du principe que le dossier technique utilisé pour obtenir l'agrément sera accepté comme dossier de construction technique dans la nouvelle procédure et que ce transfert n'entraînera pas de problèmes supplémentaires. Pour satisfaire aux exigences R&TTE, l'obligation de notification doit également être remplie. Il semble cependant illogique qu'un Etat membre s'oppose à la mise sur le marché (et la mise en service) d'un appareil agréé sous le régime pré-R&TTE.

Comme conclusion générale, on peut donc stipuler que tous les certificats d'agrément sont expirés depuis le 8 avril 2001.

Remarque : les dispositions transitoires concernent seulement «la mise sur le marché» et pas l'utilisation.

Autres informations utiles

Des informations concernant la directive R&TTE sont disponibles sur le serveur de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/enterprise/rtte/index_fr.htm. Cette page est « la » page de début pour consulter plus d'informations pertinentes sur la directive R&TTE.

Pour des informations relatives à d'autres secteurs industriels, voir : http://ec.europa.eu/enterprise/index_fr.htm rubrique "Secteurs industriels"

Le site de l'ERO <http://www.ero.dk/> permet d'accéder via la rubrique « Topics/Projects », sous division « EFIS » aux références des sites Internet avec les **plans de fréquences nationaux**. Ces plans de fréquences sont indispensables pour les fabricants d'équipements hertziens et **doivent être respectés**.

Des informations sont également disponibles sur le site Internet <http://www.efis.dk> (ERO Frequency Information System).

La liste de la "Classe 1" des équipements hertziens peut également être consultée via www.ero.dk/rtte.

Il est conseillé de consulter régulièrement ces sites.

Les documents explicatifs rédigés par l'IBPT sont groupés sur le site Internet de l'IBPT sur : <http://www.ibpt.be> chapitre « Radiocom » section « Equipements ».

Adaptations - contacts

Description:	Date
Première version	1999.07.09
Deuxième version • interprétation, propositions et décisions TCAM • informations complémentaires • interprétation de la période transitoire	1999.12.03
Version 2000.01 • décisions TCAM 4	2000.01
Version 2000.05 • Forme «élément d'information» dans le marquage ("alert sign") • Dispositions concernant les exigences de l'article 3.3 • Nouveau liens sous la rubrique "Autres informations utiles"	2000.05
Version 2000.11 • Décision du 26 mai 2000 concernant France Télécom • Publication « décisions du 22 septembre 2000 » • Décisions sur les « Avalanche beacons » • Paramètres de réception	2000.11
Version 2001.03 • Publication « décision sur les balises d'avalanches »	2001.03
Version 2001.07 • Nouvelle version du site Web de l'IBPT	2001.07
Version 2004.07 • Publication « décision concernant AIS » • Extension « décisions non-SOLAS » • Actualisation des liens • Compléments	2004.07
Version 2007.08 • Révision générale et mise à jours des liens hypertexte • Equipements ATM couverts par la directive R&TTE à partir du 20 octobre 2005 • Directive LVD 73/23/CEE remplacée par la directive 2006/95/CE à partir du 16 janvier 2007 • Directive EMC 89/336/CEE remplacée par la directive 2004/108/CE à partir du 20 juillet 2007 • Décision accès aux services d'urgences via des balises de localisation Cospas-Sarsat • Modification de la décision concernant AIS • Procédures de conformité directive EMC plus utilisables à partir du 20 juillet 2007 • Décision spectre radioélectrique et comité du spectre radioélectrique	2007.08
Version 2008.03 • Nouvelle adresse IBPT	2008.03

Des remarques et des questions peuvent toujours être adressées à l'IBPT

 02/226 88 88

 02/223 11 28

 <http://www.ibpt.be> chapitre « Radiocomms » section « Equipements ».

 equipements@ibpt.be

auteur : ir Eric Colpaert

Il est permis de reprendre le texte en mentionnant la source